

L'INFO BOURG



Le journal du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste

Octobre 2008

52 000 logements sociaux perdus... Combien d'autres à venir?

C'était il y a quinze ans. Le 1^{er} janvier 1994, le gouvernement fédéral cessait tout financement de nouveaux logements sociaux au Canada. Le FRAPRU évalue que ce retrait unilatéral a, depuis, privé le Québec de 52000 logements sociaux.

Ce bilan catastrophique ne serait toutefois pas complet si l'on oubliait de mentionner une autre perte qui commence à se profiler, soit celle de logements sociaux existants ou, à tout le moins, la perte pour les locataires à plus faible revenu de la pleine accessibilité financière à ces logements.

Un dossier du FRAPRU à lire dans les pages centrales.

Rue partagée sur Sainte-Claire

Le projet dans les cartons de la Ville

Par Véronique Laflamme

Au moment d'aller sous presse, nous apprenons que le projet de rue partagée sur la rue Sainte-Claire, mis de l'avant depuis 2005 par le Comité populaire, est sur le point de se concrétiser. Une chargée de projet a même été engagée par la Ville pour y travailler.

Rue partagée: une rétrospective...

Automne 2005: des citoyens-nes impliqués-es dans le comité Aménagement urbain du Comité populaire élaborent un projet de rue partagée, c'est-à-dire une rue où l'automobiliste ne serait plus dominant, mais à égalité avec les autres usagers, en s'inspirant de projets existants dans plusieurs villes européennes. Le projet vise à offrir un espace public de qualité aux résidents-es, tout en rendant plus convivial le passage des piétons-nes.

En mars 2006, après une campagne d'information et de recherche d'appuis auprès des résidents-es, le comité dépose son projet-pilote au conseil d'arrondissement de La Cité. Sachant que les délais peuvent parfois être très longs, le comité Aménagement a mis de l'avant une stratégie visant à poser des gestes concrets allant dans le sens du projet de rue partagée.

À l'été, une opération de verdissement de la rue est lancée et une douzaine de jardinières sont posées. Des activités d'animation, dont la cabane à sucre, sont organisées pour concrétiser le projet. Dans l'intervalle, le comité Aménagement continue de bonifier et de professionnaliser son projet en produisant des modélisations en trois dimensions.

En novembre 2006, une délégation présente le projet au comité de gestion du territoire de l'arrondissement. La

réception des élus au projet fut positive et le directeur de la Division du transport devait transmettre ses commentaires dans les jours suivants. Or, aucune suite officielle ne fut donnée. Ne baissant pas les bras, le comité dépose une pétition signée par 300 résidents-es demandant au conseil d'arrondissement d'être plus diligent dans ce dossier. Un peu plus d'un mois après le dépôt, le 5 juillet 2007, les élus-es votent une résolution d'appui.

Du réaménagement aux travaux d'infrastructures

Au printemps 2007, le Comité populaire apprend que le resurfaçage de plusieurs rues du quartier, dont la rue

Fin septembre, nous apprenons que, suite à de nouvelles informations, les infrastructures souterraines de la rue sont à refaire en 2009 ou 2010, ce qui offre des possibilités réelles de réaménagement sans coûts supplémentaires extravagants. Plusieurs résidents-es de la rue Sainte-Claire seront réjouis d'apprendre que l'enfouissement partiel des fils superflus fait partie des travaux prévus. Bref, suite à des mois d'incertitude, nous avons maintenant la confirmation que le projet de rue partagée est non seulement envisagé sérieusement, mais en voie d'être concrétisé. Une chargée de projet a même été engagée pour y travailler. Autre bonne nouvelle: le dossier n'est plus sous la responsabilité de la Division du transport, dont la direction est reconnue pour son laxisme, pour sa lenteur à répondre aux demandes des citoyens-nes, mais sous celle de la Division du design et du patrimoine.

À suivre...

Dès le début, les membres du comité Aménagement urbain ne voulaient pas développer un projet en vase clos. Un premier article sur le projet a été publié dans *l'Infobourg* de décembre 2005 pour en présenter les grandes lignes à la population. En février 2006, une quinzaine de résidents-es (représentant 10% des riverains-es concernés-es) ont assisté à une assemblée de rue convoquée par le comité afin de discuter du projet. Dans les mois qui ont suivi, un premier «bulletin de rue» a été distribué de porte-à-porte pour maintenir l'intérêt des résidents-es et les informer des suites. Maintenant que le

projet est en voie de se concrétiser, l'enjeu sera de s'assurer que celui-ci ne sera pas dénaturé et que les résidents-es pourront s'exprimer assez tôt dans le processus afin de pouvoir réellement l'influencer. Pour plus d'information : www.compop.net/rue



Photo : Ève-Marie Lacasse

Un vue sur la troisième édition de la cabane à sucre sur Sainte-Claire (mars 2008).

Sainte-Claire, est prévu dans les trois prochaines années. Pour saisir cette occasion, le Comité populaire dépose une requête auprès des élus-es de l'arrondissement de La Cité afin que le concept de rue partagée guide les travaux de réaménagement de la rue.

Dans ce numéro - Dans ce numéro - Dans ce numéro - Dans ce numéro - Dans ce numéro - Dans ce numéro - Dans ce numéro - Dans ce numéro - Dans ce numéro

**Marre de la circulation de transit
en page 3**

**La disparition des fromages
en page 5**

**Québec, ville dépressionniste
en page 11**

Journal de quartier publié à 7000 exemplaires, 5 fois par an depuis 1990, *L'Infobourg* est un média libre et participatif qui défend sans ambages les droits et les intérêts des classes populaires. Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs-es. Écrivez-nous, passez nous voir!

Comité de rédaction pour ce numéro : Nadine Davignon, Nicolas Lefebvre Legault, Agathe Légaré et Paul-André Perron.

Veillez noter que notre politique d'information est sur le site Web du Compop.

Photographies et illustrations: Étienne Grandmont, Nadine Davignon, Ève-Marie Lacasse, Action d'Aiguillon, voixdefaits.blogspot.com, François Giguère, François Saillant, Antares et Cindy Labonté.

Correction : Catherine Duchesneau
cath_duch@hotmail.com
Infographie : Vania Wright-Larin
Publicité : Nicolas Lefebvre Legault
(418-522-0454).

Adresse : 780, rue Sainte-Claire, Québec, Qc, G1R 1P9
Tél. : 418-522-0454
Télec. : 418-522-0959
Site Web: www.compop.net
Courriel : compop@qc.aira.com

La publicité est la principale source de revenus de *L'Infobourg*. Le déficit d'opération du journal est assumé par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, un organisme communautaire principalement financé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome, Centraide, le Fonds de solidarité des groupes populaires et des activités d'autofinancement.

Une presse populaire est encore possible

Par Paul-André Perron

Savez-vous quel journal est le plus lu dans Saint-Jean-Baptiste? Surprise! C'est celui que vous tenez entre les mains, *L'Infobourg*! Voilà une des révélations qui ressort d'une étude étoffée produite l'hiver dernier par une équipe de deux étudiants au baccalauréat en sociologie à l'Université Laval, Bruno Hubert et David Lacasse.

Cette étude, rédigée à la suite d'un vaste sondage dans le quartier, est la première évaluation exhaustive et rigoureuse de notre journal, publié depuis maintenant 14 ans. L'équipe de rédaction voulait obtenir un portrait objectif de son lectorat. Qui nous lit? Le journal est-il apprécié? Quels sujets vous intéressent le plus? Le journal a-t-il un impact? C'est pour répondre à ces questions que Bruno et David ont été mandatés, dans le cadre du cours Laboratoire de recherche, et ce qu'ils ont trouvé est fort intéressant.

D'abord, 42% des répondants du sondage lisent au moins la moitié des parutions de *L'Infobourg*, le situant en première place un peu devant un autre journal gratuit, le *Voir*. Le *Soleil* suit à distance et le *Journal de Québec* fait piètre figure loin derrière. On peut donc affirmer que le pari d'offrir une alternative à la presse institutionnelle est gagné et que la pertinence de *L'Infobourg* ne fait aucun doute.

Qui sont les gens qui nous lisent? C'est un peu tout le monde, mais avant tout les personnes qui ont un revenu modeste et qui sont moins scolarisées, c'est-à-dire ayant obtenu au maximum un diplôme de cinquième secondaire. Les personnes âgées lisent également *L'Infobourg* avec assiduité. Voilà qui démontre le bien-fondé de produire une presse populaire axée sur la défense des droits de ceux et celles parmi les plus exposés-es aux injustices que nous cherchons à dénoncer numéro après numéro.

En gros, les gens qui nous lisent apprécient le format

et le contenu de *L'Infobourg*. Les sujets locaux ont la cote puisque ce sont les articles sur l'aménagement urbain, sur les activités socio-culturelles et sur l'actualité socio-politique dans Saint-Jean-Baptiste qui soulèvent le plus d'intérêt. Bref, les gens du quartier veulent entendre parler de ce qui se passe autour d'eux, de ce qui les touche au quotidien, de ce qui a un écho concret dans leur vie. Cependant, parmi les sujets plus généraux, notre lectorat est particulièrement friand d'écologie.

Bien sûr, tout n'est pas parfait. Quelques répondants au sondage trouvent que *L'Infobourg* n'est pas assez nuancé et qu'il adopte un ton trop véhément. C'est une opinion respectable, mais gardons à l'esprit que l'équipe de rédaction assume pleinement le fait que *L'Infobourg* est un journal engagé et que la défense des droits implique une bonne dose de combativité. L'expression de la colère peut choquer, mais un coup de gueule bien senti est probablement plus honnête que la politesse de surface et la pseudo neutralité des quotidiens de Québec, qui dissimulent bien maladroitement leur parti pris pour les riches, les puissants et toutes les forces conservatrices les plus étouffantes.

Au-delà des chiffres et des statistiques, au-delà de la réalité de Saint-Jean-Baptiste, les faits observés par les étudiants de l'Université Laval devraient encourager bon nombre des artisans des médias alternatifs et communautaires. L'intérêt que suscite *L'Infobourg* montre avec éloquence qu'il y a une grande place dans l'espace public pour une presse différente, proche des milieux populaires et animée par des valeurs généralement associées à la gauche. Côté efficacité, si vous avez des idées à partager avec les citoyens du quartier, vous aurez toutes les chances d'avoir plus d'impact en écrivant un article dans *L'Infobourg* qu'en publiant une lettre dans le courrier des lecteurs d'un grand quotidien. Réjouissons-nous, mais ne baissons pas les bras. *L'Infobourg* n'est jamais acquis; son succès est le résultat du travail de celles et de ceux qui veulent bien s'y impliquer.

Pour tous les goûts !
WWW.CKIAFM.ORG



ckia 88.3
FM
RADIO BASSE-VILLE QUÉBEC

TENDEZ L'OREILLE.
ON PARLE DE VOUS.



Photo : Courtoisie Action d'Aiguillon

École Saint-Jean-Baptiste : coupure de postes de brigadiers scolaires appréhendée

La Ville envisage de supprimer les deux postes de brigadiers scolaires associés au service de garde de l'école. Chaque jour d'opération du service de garde, ces brigadiers prennent la relève de leurs collègues réguliers afin d'assurer la sécurité des enfants de 16h00 à 17h30 sur la rue Deligny aux coins des rues Saint-Jean et d'Aiguillon. La Ville pourrait économiser en salaires environ 16500\$ annuellement.

Le Compop entend faire parvenir une lettre de protestation aux autorités. **Parents, mobilisez-vous!**

Wo, les moteurs!

Par Véronique Laflamme

Plus d'une centaine de résidents-es ont marché dans les rues du faubourg Saint-Jean-Baptiste à l'occasion de la journée En ville sans ma voiture, le 22 septembre dernier. Pour la deuxième année consécutive, le Comité populaire conviait la population à une marche festive sur le thème «Wo, les moteurs!». Animé par une fanfare et agrémenté d'éléments visuels créatifs rappelant les alternatives mises de l'avant par les citoyens-nes, l'évènement s'est terminé par une fête de quartier sur le parvis de l'église.

À Québec, comme dans les autres villes, l'utilisation massive de la voiture a de multiples conséquences néfastes sur l'environnement, la santé, la qualité de vie, l'économie et l'aménagement urbain. L'automobile et l'asphalte occupent une part disproportionnée de l'espace public, ne laissant qu'une maigre place aux trottoirs, espaces verts ou pistes cyclables, qui rendent la vie en ville agréable, saine et sécuritaire. Circulation de transit, accidents, embouteillages,

bruit, smog: l'automobile a un impact majeur sur la qualité de vie.

À l'occasion de la journée En ville sans ma voiture, le Comité populaire souhaitait dénoncer la timidité de la ville de Québec dans ce dossier. Dans les dernières années, de nombreuses villes dans le monde (Montréal, Vancouver, New-York, Lyon, Bordeaux, etc.) ont mis en œuvre d'ambitieux plans de transport pour tenter de limiter les impacts négatifs de l'automobile. Québec, elle, se contente d'annoncer à la pièce, et selon les humeurs de l'administration, des projets comme le récent réseau cyclable. Le Comité populaire croit que la Ville de Québec doit se doter d'une stratégie claire et globale, incluant des



Une centaine de résidents-es ont participé à la marche Wo les moteurs le 22 septembre.

rues partagées, un réseau cyclable étendu et utilitaire, des mesures d'atténuation de la circulation et de la vitesse dans les quartiers résidentiels, en plus d'un service de transport collectif réellement accessible, économique, performant et écologique.

Marre de la circulation de transit!

Par Véronique Laflamme

Vendredi le 20 juin, en fin de journée, une trentaine de résidents-es de la rue d'Aiguillon, accompagnés-es de voisins solidaires et de parents d'enfants de l'école Saint-Jean-Baptiste, ont de nouveau ralenti la circulation, au coin des rues Deligny et d'Aiguillon, dans le quartier Saint-Jean-Baptiste. Un simple filtrage des voitures, le temps de leur passer un tract, a provoqué un bouchon jusque dans la côte d'Abraham, c'est dire l'ampleur du problème! C'est la deuxième action de la sorte sur cette rue en deux mois.

Exaspération citoyenne

Les résidents-es sont exaspérés-es par la circulation de transit sur la rue d'Aiguillon qui implique des automobiles n'ayant rien à faire dans le quartier. Le problème perdure depuis de nombreuses années. En 2003, des résidents-es s'étaient mobilisés-es sur la question et avaient déposé une première pétition. Des consultations publiques avaient eu lieu et un seul scénario, travaillé par la Division du transport, y avait été présenté. Malgré un vote majoritairement positif, la Ville a «tabletté» le dossier sans plus d'explication.

La lutte a donc été relancée l'an dernier par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste. Élaboration de scénarios, assemblée des résidents-es concernés-es, manifestation,

création du comité Action d'Aiguillon, blocage de la rue et dépôt de pétition: tous les moyens ont été entrepris pour demander à la Ville et à sa Division du transport de prendre au plus vite les mesures nécessaires pour mettre fin à une situation intolérable.

Or, plus de quatre mois après le dépôt de la pétition, malgré l'engagement de l'élu responsable du dossier au comité exécutif, M. François Picard, et plusieurs relances, rien n'a encore été fait. Dans une lettre du 29 mai dernier adressée au conseiller, le Comité populaire a demandé aux autorités municipales de démontrer leur bonne foi en mettant en place avant l'été des mesures légères qui contribueraient à réduire la circulation de transit.

Ces mesures minimales sont :

1. L'installation d'un panneau «Circulation locale seulement» à l'entrée de la rue d'Aiguillon (au coin d'Honoré-Mercier);
2. L'installation de panneaux «Arrêt» aux diverses intersections sur la rue d'Aiguillon, entre les rues Saint-Augustin et Sainte-Marie;
3. L'augmentation de la surveillance policière pour faire respecter la signalisation et les limites de vitesse;
4. L'installation d'un panneau indiquant la zone scolaire et la vitesse de 30 km/h, recommandée par le ministère des Transports pour une telle zone;
5. La tenue rapide d'une rencontre de travail avec la Ville portant sur des solutions permanentes.

Trois propositions concrètes, issues d'une assemblée de résidents-es, ont déjà été proposées à la Ville. En janvier, le Comité populaire avait obtenu une rencontre



Une trentaine de résidents-es ont ralenti la circulation sur d'Aiguillon le 20 juin. (Photo : Courtoisie Action d'Aiguillon)

avec différents intervenants, dont deux spécialistes de la Division du transport et le conseiller municipal Pierre Maheux. Pour faire suite à la demande de la Division du Transport, le Comité a alors déposé pour avis et expertise certains scénarios. Il avait alors été convenu de tenir une seconde rencontre de travail pour faire le point sur ces scénarios, et sur les autres alternatives possibles que pourraient élaborer les fonctionnaires, avant d'enclencher un processus de consultations publiques au printemps. Surprise! Aucun suivi n'a été fait. Qui doit répondre de cette inaction? Le responsable politique du transport, M. François Picard? M. Marc des Rivières, le directeur de la Division du transport? Aucun des deux ne donne suite aux demandes d'information sur l'avancement du dossier!

Au moment d'aller sous presse, le comité Action d'Aiguillon demandait à Pierre Maheux d'organiser cet automne une consultation du conseiller sur les solutions mises de l'avant par les résidents, consultation dont il a été question en janvier dernier.

Un dossier à suivre dans les prochaines semaines...

Vous supportez la campagne? Pour être avisé des prochaines actions ou pour participer au comité Action d'Aiguillon, contactez le Comité populaire (418-522-0454 ou compop@qc.aira.com). Pour plus d'information: www.compop.net/circulation

Dans mon quartier
Réalisation : Marco Dubé et Cindy Labonté
Production : Comité populaire SJB
Québec, 2008

Un documentaire sur l'engagement citoyen dans le quartier Saint-Jean-Baptiste

30 ans
de résistances

DVD en vente maintenant!
20\$

Au Comité populaire 780 rue Sainte-Claire ...et à la Tabagie Saint-Jean 620 rue Saint-Jean

Restaurant :

Dans mon quartier, on est Chez Soi!

Par Danielle Paradis

Nouvellement arrivée dans le quartier, il y a quelques années, j'explorais avec curiosité la rue Saint-Jean. La fringale me prend et je vois un restaurant. Des mets chinois, pourquoi pas? J'y entre et je constate qu'il ne s'agit pas d'un restaurant chinois «nord-américain» comme ceux que nous avons l'habitude de fréquenter en province.

En fait, il s'agit d'un restaurant familial, tenu par une famille authentiquement chinoise, issue de Shanghai, puis émigrée en Belgique où ils ont vécu de sept à huit ans. C'est sans doute là-bas qu'ils ont adapté leur culture et leur cuisine à l'Occident.

Dès mon arrivée, j'entends la clientèle complimenter le serveur, qui est nul autre que le propriétaire, sur la qualité de la nourriture servie. Il y a ce couple d'Autochtones du Nord du Québec qui, ravi, s'exclame: «C'est délicieux!». Et il y a ce groupe de Québécois, dont l'un d'eux ose crier à la cuisinière, l'épouse du patron, qui est affairée dans sa cuisine: «Madame, vous êtes la Jeanne Benoît de la Chine!».

Il avait raison. La Jeanne Benoît de la Chine nous prépare les mêmes repas qu'elle sert à sa famille, que ce soit à son écolier qui fait ses devoirs dans le restaurant à l'aide de son ordinateur, au petit dernier qui arrive en pyjama ou encore à cette dame chinoise âgée qui pleure peut-être la mort de son mari. J'ai grandi dans un restaurant familial et dans cette ambiance, je me sentais chez moi.

Le service comme tel est impeccable. Le propriétaire nous présente, de façon simple et douce, la savoureuse nourriture. Il y a aussi de la place pour l'humour et nous avons le choix entre les traditionnelles baguettes et les ustensiles occidentaux. Pour terminer, on nous sert un petit biscuit de fortune, histoire de nous rappeler le Bouddha en chacun de nous.

Bref, l'atmosphère du restaurant Chez Soi est conviviale et tout se passe dans la simplicité. Quoique le prix des repas soit très abordable, mon copain, qui a suivi un cours en cuisine, accorde à cet endroit quatre étoiles. Dans un monde si commercial, il est agréable de manger de la nourriture typiquement chinoise.

Une cuisine collective dans notre quartier

Par Aline Drouin

Saviez-vous qu'une cuisine collective a pignon sur rue au 470, rue Saint-Jean, plus précisément au sous-sol de l'église Saint-Jean-Baptiste? Il semble bien que peu de personnes soient au courant de son existence puisque seulement trois ou quatre hommes et femmes s'y donnent rendez-vous tous les mardis après-midi, de 13h à 17h, et ce, de la mi-septembre à la mi-juin, alors que la cuisine peut accueillir jusqu'à sept participants-es à la fois.

Moisson Québec fournit les denrées de base telles que les légumes, la farine et le sucre, tandis que la quote-part de 5\$ par semaine par personne qui est requise servira à acheter la viande ou autres aliments utilisés dans la préparation des plats du jour. M. Serge Matte, pâtissier et chef cuisinier de son métier, gère l'ensemble de l'activité. Chaque mardi, il accueille ses apprentis cuisiniers avec son sourire habituel. Il répartit les tâches à accomplir entre les personnes présentes, puis tout le monde passe à l'action afin de concocter une soupe ou un potage, deux plats principaux et du dessert. En fin d'après-midi, lorsque la nourriture est prête et a eu le temps de refroidir suffisamment, le partage à parts égales a lieu.

Bien sûr, cette cuisine collective a pour but principal de préparer de bons repas complets à peu de frais, mais on ne peut passer sous silence un autre de ses objectifs qui consiste à briser la solitude et l'isolement de la plupart des personnes qui la fréquente. Pendant quelques heures, on fait partie d'un réseau social. Peu à peu, on apprend à connaître les gens qui nous entourent, on reprend confiance en soi et on a l'impression d'être utile à quelque chose. D'autres personnes s'intéressent à nous. On échange les dernières nouvelles, on se taquine et on rit tout en effectuant notre travail. Pour y avoir participé pendant quelques mois, je peux affirmer que c'est avec beaucoup de tristesse que j'ai dit au revoir à mes nouveaux copains en juin dernier. Quelques-uns d'entre nous sommes restés en contact et on se revoit à l'occasion.

Si, de votre côté, vous connaissez une personne à qui la cuisine collective pourrait venir en aide, n'hésitez pas à lui en vanter les mérites. C'est un très bon moyen de supporter quelqu'un sur plusieurs plans à la fois. Il ou elle n'aura qu'à se présenter le mardi à 13h au sous-sol de l'église Saint-Jean-Baptiste avec ses contenants qui ne resteront pas vides très longtemps, croyez-moi!

Je suis très heureuse d'avoir eu la chance de bénéficier de ce service. J'en ai retiré de belles leçons d'humanisme, en plus d'avoir appris à cuisiner des plats simples, à peu de frais et bien équilibrés.

J'adresse tous mes remerciements à M. Matte. Il m'a accueillie à un moment important de ma vie. La cuisine collective du faubourg m'a beaucoup aidée à bien m'alimenter et j'ai pu rencontrer des gens qui m'ont apporté leur soutien et leur amitié.

Info : 418-529-6186

Le Fonds de solidarité des groupes populaires présente le

Calendrier des luttes sociales

2009

"Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée." Victor Hugo

La solidarité en marche...

- Disponible maintenant -

LA PAGE NOIRE À la Page Noire et... 265, rue Dorchester

TABAGIE ST-JEAN ...à la Tabagie Saint-Jean 620, rue Saint-Jean

Ainsi que dans les groupes populaires participants

Charlotte, Solange et Jean-Philippe Courtemanche

L'inter Marché St-Jean

Livraison tous les jours à 11 h 30, 15 h et 17 h.
La livraison de 15 h est gratuite!

522-4889,
850, rue Saint-Jean

La disparition des fromages...

Par Nadine Davignon

Le 6 septembre, les agents du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) ont débarqué chez de nombreux commerçants-es pour détruire les fromages artisanaux. On craignait que la bactérie listeria ne cause des problèmes de santé sérieux à la population, puisque plusieurs cas de listériose avaient été détectés au pays. Quelques semaines plus tard, nous avons rencontré le directeur de l'Épicerie européenne pour discuter de l'événement.

Des pertes financières importantes

Comme pour la majorité des fromageries et détaillants, les pertes ont été très élevées. Le comptoir de l'Épicerie européenne a été entièrement vidé et fermé durant deux semaines. Les agents du MAPAQ avaient relevé la présence de la bactérie sur les surfaces de travail, les risques de contamination croisée étaient présents et toute la charcuterie a aussi été détruite. «Nous avons constaté une diminution de plus de 50% de notre chiffre d'affaires. Le comptoir de fromages et de charcuteries est notre pôle d'attraction et les clients-es en profitent pour acheter d'autres produits dans le magasin», indique monsieur Gianni Colarusso. Ces pertes s'ajoutent à celles de la valeur des denrées détruites.

Des manières discutables

Il était important que le problème soit rapidement enrayer et l'action du MAPAQ était justifiée. Monsieur

Colarusso relève cependant l'apparente contradiction et le manque d'homogénéité dans les procédures d'intervention. Il est, par exemple, étonnant qu'avant leur destruction, le MAPAQ n'ait pas échantillonné les produits provenant des fromageries soupçonnées afin de vérifier s'ils étaient effectivement contaminés. Cette information est précieuse pour retracer à quel maillon de la chaîne la contamination s'est produite. À l'heure actuelle, le ministère en cherche d'ailleurs toujours la source. D'autre part, certains détaillants ont dû jeter des équipements, alors que d'autres n'ont eu qu'à les stériliser. Le directeur de la réputée boutique de la rue Saint-Jean déplore que les tests de détection chez les fromagers ne soient actuellement pas obligatoires, alors qu'ils le sont dans plusieurs pays.

Les suites

Afin de pallier les importantes pertes financières, le dossier du commerçant est actuellement analysé par son assureur. Au moment d'écrire ces lignes, un regroupement

des entreprises touchées débutait des démarches pour obtenir des dédommagements auprès du gouvernement. Entre temps, les clients-es ont recommencé à fréquenter l'épicerie, après avoir témoigné leur sympathie et leur solidarité aux employés-es et au directeur. Heureusement, les consommateurs ne se montrent pas craintifs et reprennent leurs habitudes. L'épicerie s'en remettra plus vite, pour le plus grand bonheur des fins palais.



Le comptoir de l'épicerie européenne au mois de septembre. (Photo : Nadine Davignon)

Luttes urbaines : à qui appartient l'avenir?

Par Nicolas Lefebvre Legault

Ce qui fut autrefois un grand rassemblement populaire, porteur des aspirations de milliers de citoyens-nes, est en train de mourir à petit feu sous le regard amusé des médias et d'un maire populiste. On mesure les progrès fulgurants de la gangrène opportuniste dans le caucus du Renouveau municipal (RMQ) au rythme des défections et des expulsions. Le malade s'en relèvera-t-il?

Il y aurait pourtant du pain sur la planche pour un parti d'opposition à l'hôtel de ville. En effet, les luttes urbaines se

sont multipliées aux quatre coins de la ville: mobilisation contre la circulation de transit dans plusieurs quartiers, opposition à différents projets immobiliers, batailles sur la question du transport en commun, sans oublier les nombreuses escarmouches entre promoteurs de condos et groupes communautaires sur fond de résistance à la gentrification. Les communautés locales se (re)mobilisent avec la ferme intention d'avoir leur mot à dire sur l'avenir de leur environnement... mais le RMQ, sauf exception, est aux abonnés absents.

Dans les quartiers, deux logiques s'affrontent. D'un côté, la logique populaire veut préserver et améliorer la qualité de vie, régler les problèmes communs et développer des projets qui répondent à des besoins locaux. De l'autre, la logique marchande pense le quartier comme un terrain vague à développer, un obstacle à franchir ou une marchandise à consommer par ceux et celles qui ont de l'argent à dépenser, sans tenir compte de l'impact ou des besoins des habitants-es.

Les conflits viennent du fait que la Ville est organisée en fonction du développement économique et qu'elle sert les intérêts des promoteurs immobiliers et des grandes institutions qui font rouler l'économie (et génèrent

toujours plus de taxes!). Les citoyens-nes ne sont bons qu'à habiter la ville et, à la limite, se plaindre du déneigement. Le déséquilibre politique qui caractérise la Ville crève les yeux. Alors que la vie se passe dans les quartiers, le vrai pouvoir est concentré entre les mains de quelques élus-es du comité exécutif et d'une haute fonction publique qui règne de droit divin technocratique. Les élites locales tolèrent mal d'être dérangées dans leurs plans et leurs projets de développement par une populace bruyante et plus ou moins désargentée. Ils veulent bien consulter pour la forme (et encore!), mais ce ne sont pas les élus locaux, et encore moins la plèbe, qui vont leur dire quoi faire!

Tant que la population acceptera d'être réduite à une masse de consommateurs et de touristes dans son propre patelin, l'avenir appartiendra aux affairistes. Par contre, si ceux et celles qui habitent la ville et la font vivre continuent de se regrouper et de se mobiliser, alors l'avenir est ouvert. Il est urgent de remettre les élites locales, la haute fonction publique et les démagogues populistes à leur place. La seule manière de le faire est de faire parler la rue, encore et toujours, et de faire résonner sa voix jusque dans leur hôtel de ville et leurs salles de rédaction. Avec ou sans relais politique, rôle que refuse de jouer le RMQ, le peuple doit s'imposer s'il veut être entendu.



Manifestation du Front d'action populaire en réaménagement urbain à Québec le 28 juin. (Photo : Comité Populaire)

la Loge
bistro-bar

Ouvert de 17h à 2h sauf le dimanche
565, rue St-Jean, Québec (QC)
418 529-3101

Artisans de cycle

Yves Sauvageau Pierre Bernier

mécaniciens professionnels plus de 25 ans d'expérience

MUSEO VELO

463, St-Jean 523-9194

RONA

Quincaillerie St-Jean-Baptiste

LA FERRONNERIE DU FAUBOURG DEPUIS 100 ANS

298, rue d'Aiguillon, Québec (Qc) G1R 1L6 • 525-5212 • quinc.sjb@bellnet.ca

Les menaces au droit à l'avortement

Par Julie Descheneaux

Avant les élections fédérales de 2006, le Parti conservateur promettait que les valeurs libérales telles que le droit à l'avortement allaient être sauvegardées. Pourtant, il n'a pas mal accueilli le projet de loi privé C-484 du député conservateur Ken Epp en novembre 2007, intitulé Loi sur les enfants non encore nés victimes d'actes criminels. Groupes féministes, juristes et médecins s'entendent pour dire que cette loi est une porte d'entrée à la restriction du droit des femmes de choisir l'interruption volontaire de grossesse puisqu'elle permet la reconnaissance d'un statut juridique au fœtus dès sa conception (et non pas dès sa naissance, comme c'est le cas présentement). Formellement, le projet de loi C-484 tombe à l'eau à cause des élections.

Le gouvernement Harper a aussi affirmé qu'advenant le cas où son parti était réélu, il allait retravailler une nouvelle loi qui satisferait tout le monde. Pourtant, rien n'est moins rassurant. Si au Québec même l'Assemblée nationale s'est positionnée à l'unanimité contre ce projet de loi, au Canada anglais, les pressions conservatrices, notamment contre l'homosexualité et le libre choix des femmes, sont fortes. C-484 n'est que la pointe de l'iceberg d'un mouvement très organisé de sauvegarde de la moralité des mœurs. On a vu récemment les sorties publiques de l'Église contre l'avortement et les tollés concernant l'Ordre du Canada décerné à Morgentaler pour sa bataille juridique et politique pour le droit à l'avortement.

Des groupes pro-vie sont également organisés afin de faire pression pour faire revivre la culture religieuse conservatrice, par exemple en empêchant la distribution de

préservatifs dans les écoles. Au gouvernement, les échos se font sentir, si bien que tout juste avant la campagne électorale, il y avait quatre projets de lois qui visaient à réduire l'accès des femmes à l'avortement. Directes ou plus subtiles, ces lois visent toutes à réduire l'autonomie des femmes dans le libre choix à la disposition de leur corps, par exemple en interdisant l'interruption volontaire de grossesse après 20 semaines de gestation ou en permettant aux médecins de pratiquer ou non ces interventions. Pourtant, on sait que même encore aujourd'hui, le réseau de la santé n'accorde pas toute l'importance qui se doit à son accessibilité. Par exemple, l'Île-du-Prince-Édouard n'offre aucun service d'avortement dans la province, obligeant ainsi les femmes à se déplacer à l'extérieur de l'île lorsque nécessaire.

Les défenseurs du droit du fœtus accompagnent nécessairement leur discours d'une conception réductrice des femmes. Elles sont «mères avant tout», déresponsabilisant par le fait même les hommes de la sphère familiale. On véhicule allègrement des préjugés sur les femmes, particulièrement lorsqu'on rappelle le nombre élevé d'avortements au Canada. Il est vrai qu'il y a eu en 2005 plus de 96000 avortements au pays d'après Statistique Canada. Mais on oublie de mentionner que le taux est en chute depuis plusieurs années, le nombre d'avortement ayant diminué de 20000 depuis 2001 (Statistique Canada). De surcroît, la Fédération québécoise pour le planning des naissances (FQPN) rappelle qu'une grossesse sur deux au monde n'est pas désirée et planifiée. La



(Photo : voixdefait.blogspot.com)
Manifestation pro-choix à Québec le 5 octobre.

vraie différence entre un pays qui rend illégal l'avortement n'est pas le nombre d'avortements en tant que tel, mais la sécurité des femmes.

Aux États-Unis, les campagnes contre le droit à l'avortement ont drastiquement changé le climat social entourant la prévention de la contraception et la sécurité des relations sexuelles. En 2005, au Texas, un jeune homme de 19 ans a été accusé d'un double meurtre sous une loi très similaire à C-484. Il a été condamné à la prison à vie parce qu'il a aidé sa copine à avorter (elle était alors enceinte de jumeaux). Seulement cinq ans auparavant, le Texas était exemplaire quant aux services d'avortement et plusieurs États américains y envoyaient des femmes voulant se faire avorter. Les groupes pro-vie n'en font plus une question morale, un choix qui appartient à la liberté de conscience des femmes enceintes, mais une question politique et sociale. C'est ainsi qu'ils tentent d'imposer leur conception de la vie en réduisant la sécurité des femmes et en les obligeant à adopter leur point de vue.

ENVOÛTANT!



LES CHOCOLATS CHAUDS

Choco-Musée Érico
634, rue Saint-Jean
Faubourg Saint-Jean-Baptiste
524-2122

ESPACE À LOUER

L'Infobourg,
7 000 exemplaires
distribués
de porte en porte.

Pour plus d'information,
www.compop.net/publicite
ou demandez
Nicolas au 522-0454

PRESSE-TOI À GAUCHE!



Une tribune
pour la
gauche
québécoise
en marche

www.pressegauche.org